

Point inscrit à l'ordre du jour n°1

Commission de la Recherche Plénière du 09/06/2026

- Vu le Code de l'éducation, notamment son article L. 712-6-1 ;
- Vu les Statuts de l'Université de La Réunion, mis à jour le 02 mai 2025 ;
- Vu la délibération du Conseil d'administration n°2025-01 de l'Université de La Réunion en date du 04 mars 2025 portant élection de Madame Nathalie WALLIAN, Professeure des universités, à la présidence du Conseil académique plénier de l'Université de La Réunion ;
- Vu la délégation de signature n°DS-2024-2025-249 de Monsieur Dani OSMAN, Docteur HDR, Vice-président en charge de la recherche et de la valorisation ;

Après en avoir délibéré, les membres de la commission de la recherche approuvent le compte rendu du 09 avril 2026, annexé.

Résultats du vote électronique :

Nombre de présents ou représentés au moment du vote : 24
Nombre de voix pour : 23
Nombre de voix contre : 0
Nombre d'abstentions : 1
Nombre de présents n'ayant pas pris part au vote : 0

Fait à Saint-Denis le 09/06/2026

Par délégation,
Le Vice-Président du Conseil Administration
en charge de la Recherche et de la Valorisation



Transmis au Recteur de la Région académique de La Réunion, Chancelier des universités, le 30 juin 2026
Publié au Recueil des actes administratifs de l'Université de La Réunion, le 30 juin 2026

COMPTE RENDU DE LA COMMISSION RECHERCHE

Séance du 9 avril 2026

Soumis pour approbation à la Commission Recherche plénière

Séance du 9 juin 2026

La Commission Recherche en formation plénière s'est réunie le 9 avril 2026 à 9h33 sous la présidence du Pr Dani Osman, Vice-Président du Conseil d'administration en charge de la Recherche et de la Valorisation (VPRV).

Membres présents :

Mesdames HAUTIN-TAMPOE, PENNOBER, FOCK-BASTIDE, IMANKAN, TOMAS, TOSTAIN, GESLIN
Messieurs PARMENTIER, DEPOORTERE, KADJO, BOURANE, MULLA, VILCOURT, SNOECK, TROUSPANCE
Madame CONAN à partir 9h38
Madame SYLVOS à partir de 9h41

Membres représentés :

- M. BARON représenté par M. DEPOORTERE
- M. KODJA représenté par M. KADJO
- M. BERTOLOTI représenté par M. OSMAN
- M. LEFEBVRE D'HELLEN COURT représenté par M. PARMENTIER
- Mme RICCI représentée par M. DEPOORTERE
- Mme LEBIHAN représentée par Mme HAUTIN-TAMPOE
- Mme JAEGER représentée par M. BOURANE
- Mme PENIN représentée par Mme PENNOBER
- M. AH-PINE représenté par M. BOURANE
- Mme MOISSON représentée par Mme HAUTIN-TAMPOE à partir de 9h40

Assistent de droit avec voix consultative :

Françoise HEEKENG, Ingénieure de projets, Service Ingénierie de Projet de la Direction du soutien à la Recherche, Innovation, Valorisation et PartEnariats (DRIVE)
Claire TATIN, Ingénieur de projets, Service Ingénierie de Projet de la Direction du soutien à la Recherche, Innovation, Valorisation et PartEnariats (DRIVE)
Juan MORA-REY, Ingénieur de projets, Service Ingénierie de Projet de la Direction du soutien à la Recherche, Innovation, Valorisation et PartEnariats (DRIVE)
Frédérique NOEL, Chargée du partenariat, de la valorisation de la recherche de la Direction du soutien à la Recherche, Innovation, Valorisation et PartEnariats (DRIVE)
Julie DUJARDIN, Chargée du partenariat, de la valorisation de la recherche de la Direction du soutien à la Recherche, Innovation, Valorisation et PartEnariats (DRIVE)

Secrétaire de séance :

Elsa MANDELBAUM, Assistante de la Direction du soutien à la Recherche, Innovation, Valorisation et PartEnariats (DRIVE)

Secrétaires exécutifs :

Marie-Elsie DAMOUR, Responsable administrative et financière de la Direction du soutien à la Recherche, Innovation, Valorisation et Partenariats (DRIVE)
Valère LEE-CHING-KEN, Directeur du pôle Excellence et Rayonnement (ER)

ORDRE DU JOUR

Sur 31 membres en exercice dûment convoqués, 25 étaient présents ou représentés à l'ouverture de la séance à 9H33. Le quorum étant atteint, la Commission Recherche en formation plénière de l'Université de La Réunion a pu valablement siéger sur le point à l'ordre du jour suivant :

Points soumis pour délibération :

1. Approbation du compte-rendu du 10 mars 2026
2. Approbation du compte-rendu du 31 mars 2026

Points soumis pour avis :

3. Demandes de subventions
4. Conventions de recherche
5. Critères d'autorisation d'inscription à l'Habilitation à Diriger des Recherches (HDR)
6. Demandes des écoles doctorales
7. Présentation du projet de grille tarifaire concernant le Prêt Entre Bibliothèques (PEB)

Point soumis pour information :

8. AAP ANR pour attirer de jeunes chercheurs internationaux vers les laboratoires des territoires d'Outre-mer
9. Questions diverses

1-Approbation du compte rendu du 10 mars 2026

M. le VPRV introduit les points inscrits à l'ordre du jour.

M. le VPRV soumet aux voix le compte-rendu de la Commission Recherche Plénière du 10 mars 2026.

Nbre de personnes présents ou représentés au moment du vote : 27

Nbre de voix pour : 23

Nbre de voix contre : 0

Nbre de voix abstention : 4

Nbre de présents n'ayant pas pris part au vote : 0

2- Approbation du compte rendu du 31 mars 2026

M. le VPRV soumet aux voix le compte-rendu de la Commission Recherche Plénière exceptionnelle du 31 mars 2026.

Nbre de personnes présents ou représentés au moment du vote : 28

Nbre de voix pour : 24

Nbre de voix contre : 0

Nbre de voix abstention : 4

Nbre de présents n'ayant pas pris part au vote : 0

3- Demandes de subventions

Demandes de subventions avec auditions :

ADDOC - Comprendre les usages des bâtiments pour concevoir des outils intelligents adaptés aux occupants et favoriser confort et sobriété

Porteur de projet : Bruno Malet-Damour

Montant du projet : 787 000€

Financement UR : 56 000€

Dans un contexte d'urgence climatique et de transition vers des bâtiments bas carbone, la performance énergétique ne peut plus être évaluée indépendamment des usages réels. Malgré des progrès en phase de conception, un écart persistant subsiste entre performances théoriques et performances observées en exploitation, largement attribuable aux comportements des occupants. Ces derniers arbitrent quotidiennement entre confort thermique, qualité de l'air intérieur et consommation énergétique, en mobilisant des actions passives (ouverture des fenêtres, protections solaires) et des systèmes techniques. Toutefois, les dispositifs actuels restent majoritairement techno-centrés et peinent à intégrer ces dynamiques d'usage. Dans ce contexte, l'enjeu n'est ni de remplacer l'occupant par des systèmes automatisés, ni de lui transférer l'ensemble des décisions, mais de concevoir des outils d'assistance capables de soutenir ses arbitrages. Le projet ADDOC s'inscrit dans cette perspective en développant une approche occupant-centrique, articulant sciences de l'ingénieur, sciences humaines et intelligence artificielle, afin de concilier confort, qualité de l'air et sobriété énergétique en conditions réelles d'usage.

Questions de recherche

Comment caractériser la performance réelle des bâtiments en intégrant simultanément énergie, confort thermique et qualité de l'air intérieur en conditions d'usage ?

Quels sont les mécanismes d'arbitrage des occupants dans la gestion quotidienne de leur environnement intérieur ?

Comment articuler efficacement actions passives et systèmes actifs dans les stratégies de gestion du confort et de l'énergie ?

Quelles formes d'assistance sont acceptables et appropriables par les occupants, tout en préservant leur autonomie et leur contrôle perçu ?

Dans quelle mesure les outils d'assistance influencent-ils les pratiques, le confort et les consommations

énergétiques en conditions réelles ?

Les mécanismes observés sont-ils robustes et transférables à différents contextes climatiques, typologies de bâtiments et profils d'utilisateurs ?

Après présentation du projet, M. le VPRV donne la parole aux membres de la Commission Recherche.

FLOODWATCH-AFRICA - Coproduction de prévisions locales d'inondation pour la réponse aux catastrophes dans le western Cape en Afrique du Sud et dans le Grand Abidjan en Côte d'Ivoire

Porteur de projet : Téléphore Brou

Montant du projet : 550 000€

Financement UR :

Les catastrophes hydrométéorologiques (CHM), et en particulier les inondations, constituent aujourd'hui la principale source de pertes humaines et économiques liées au climat à l'échelle mondiale, et plus encore sur le continent africain. L'augmentation de la fréquence et de l'intensité des événements extrêmes, combinée à une urbanisation rapide, souvent non planifiée, accroît fortement l'exposition et la vulnérabilité des populations, notamment dans les zones côtières et périurbaines. Les projections climatiques indiquent que ces risques continueront de s'intensifier dans les prochaines décennies, rendant indispensable le développement de stratégies de réduction des risques de catastrophe (RRC) fondées sur des bases scientifiques solides et adaptées aux réalités locales. Un défi central réside dans l'intégration des services climatiques et hydrologiques au sein de dispositifs de gouvernance locale des risques, en tenant compte des spécificités socio-économiques, institutionnelles et territoriales. La littérature scientifique met de plus en plus en évidence l'importance de la co-production des connaissances, associant scientifiques, institutions et utilisateurs finaux, afin de produire une information réellement actionnable (« usable science »). Cependant, les cadres méthodologiques opérationnels permettant de traduire cette approche en outils concrets, robustes et pérennes demeurent insuffisamment développés, en particulier dans les contextes africains. Le projet FLOODWATCH AFRICA s'inscrit précisément dans cette lacune scientifique et opérationnelle à partir de deux contextes locaux du Cap-Occidental (Afrique du Sud) et de la région d'Abidjan (Côte d'Ivoire).

Questions de recherche

1. Comment les facteurs climatiques, météorologiques et hydrologiques expliquent-ils l'occurrence, l'intensité et l'évolution des inondations dans les territoires étudiés ?
2. Comment les caractéristiques territoriales et sociales influencent-elles la vulnérabilité aux inondations, ainsi que les capacités de réponse et de résilience des communautés ?
3. Quelles connaissances et informations locales (marqueurs naturels ou anthropiques) existent pour évaluer l'étendue et le niveau des inondations ?
4. Quelle est la résilience des communautés face aux inondations
5. Comment produire, diffuser et rendre opérationnelle une information fiable et utile sur les inondations pour les différents acteurs ?

Après présentation du projet, M. le VPRV donne la parole aux membres de la Commission Recherche.

AMAZAIR - Transport des aérosols des feux amazoniens et impacts sur le bilan d'ozone et la qualité de l'air au Brésil

Porteur de projet : El Hassan Benchérif

Montant du projet : 826 658,50€

Financement UR : 170 000€

Les feux de biomasse en Amazonie représentent l'une des plus importantes perturbations saisonnières de la composition atmosphérique dans l'hémisphère Sud. Les émissions issues des feux libèrent de grandes quantités de particules primaires (carbone suie, carbone organique) et de précurseurs gazeux (CO, NOx, COV), modifiant significativement la chimie atmosphérique, favorisant la formation d'aérosols secondaires et la production d'ozone. Les observations satellitaires des deux dernières décennies ont révélé une forte variabilité interannuelle de l'activité des feux, influencée par les forçages climatiques, les changements d'usage des sols et les facteurs socio-économiques. Cependant, d'importantes incertitudes subsistent concernant la distribution verticale et le transport à longue distance des panaches de fumée, la quantification de la contribution des feux à l'ozone de surface en zone urbaine, le couplage entre émissions de feux et pollution anthropique, ainsi que les tendances à long terme des changements de composition atmosphérique induits par les feux. Les récents progrès en modélisation du transport chimique à haute résolution, en télédétection satellitaire et en intelligence artificielle offrent une opportunité unique pour combler ces lacunes. Pourtant, un cadre intégré combinant observations multi-sources, analyse de trajectoire et modélisation multi-scénarios fait encore défaut.

Le projet AMAZAIR vise à répondre à ce besoin à travers un effort coordonné franco-brésilien, rassemblant des expertises complémentaires en télédétection atmosphérique, modélisation chimique, intelligence artificielle et surveillance de la qualité de l'air.

Questions de recherche

Quelles sont les sources principales de pollution atmosphérique dans les régions étudiées ?

Comment les polluants atmosphériques évoluent-ils dans l'espace et le temps ?

Quels sont les impacts des émissions sur le climat régional et global ?

Comment améliorer les modèles de chimie, de transport des masses d'air et de qualité de l'air ?

Après présentation du projet, M. le VPRV donne la parole aux membres de la Commission Recherche.

[Demandes de subventions en procédure simplifiée :](#)

Thèse GRÉGOIRE

Porteur de projet : Fiona Bénard

Montant du projet : 215 833 €

Financement UR : 60 000€

Les territoires insulaires, et en particulier La Réunion, sont caractérisés par une forte dépendance aux importations de matériaux de construction, liée à l'étroitesse des marchés locaux, à l'insularité logistique et à une structuration productive limitée. Cette dépendance engendre des vulnérabilités multiples : exposition aux fluctuations des coûts du transport maritime, empreinte carbone élevée des flux entrants, et faible ancrage territorial de la valeur ajoutée.

Dans ce contexte, la transition écologique des territoires insulaires ne peut être envisagée sans une reterritorialisation des flux de matière et le développement de filières locales fondées sur la valorisation des ressources endogènes. Parmi celles-ci, la bagasse de canne à sucre – coproduit agricole abondant à La Réunion – constitue une ressource stratégique encore largement sous-exploitée dans ses usages matériels, étant aujourd’hui majoritairement orientée vers la production énergétique.

Parallèlement, les politiques publiques encouragent le recours aux matériaux biosourcés dans le secteur du bâtiment, notamment au regard des enjeux de décarbonation, d’économie circulaire et de souveraineté productive. Toutefois, ces dynamiques restent encore peu adaptées aux spécificités des territoires insulaires, où les contraintes logistiques, climatiques et institutionnelles modifient profondément les conditions de viabilité des filières.

Dans ce cadre, ce projet doctoral propose d’analyser la structuration d’une filière biosourcée à partir de la bagasse comme un levier de transition territoriale. Il s’inscrit à l’interface des sciences des matériaux, de l’économie circulaire et de l’aménagement du territoire, en interrogeant non seulement les performances techniques des matériaux, mais aussi leur capacité à reconfigurer les chaînes de valeur, à réduire les dépendances exogènes et à renforcer la résilience socio-économique des territoires insulaires.

Questions de recherche

Question principale : Dans quelle mesure la structuration d’une filière de matériaux biosourcés à partir de la bagasse peut-elle contribuer à la transition écologique et à la résilience des territoires insulaires ?

Déclinée en 4 sous questions :

- 1) Quelles sont les conditions territoriales, économiques et institutionnelles nécessaires à l’émergence d’une filière locale viable ?
- 2) Dans quelle mesure les matériaux biosourcés permettent-ils de réduire les dépendances aux importations ?
- 3) Quels sont les impacts environnementaux comparés de ces matériaux à l’échelle territoriale ?
- 4) Les matériaux biosourcés peuvent-ils être considérés comme des leviers systémiques de transition territoriale ?

Après présentation du projet, M. le VPRV donne la parole aux membres de la Commission Recherche.

TRACKS - Tracking the transmission patterns of Mycobacterium ulcerans

Porteur de projet : Télésphore Brou

Montant du projet : 401 791,14€

Financement UR :

Le projet TRACKS vise à approfondir les connaissances sur les modes de contamination par *Mycobacterium ulcerans*, responsable de l’ulcère de Buruli (UB). TRACKS s’inscrit dans la continuité de projets précédemment financés : GÉANT (région des Pays de la Loire), DAILYRISK MU (Fondation de France) et COPTER UB (ANR). Ce dernier s’est achevé en 2025 et a permis des avancées majeures dans la compréhension de l’étiologie de la maladie, tout en laissant entrevoir des progrès significatifs en matière de prévention, ce qui a justifié la première soumission du projet TRACKS (inscrit sur la liste d’attente en 2024/25). Nous espérons bénéficier de l’effet de mémoire malgré le passage du PRCE au PRC. Nos résultats préliminaires ont montré (1) l’importance d’identifier les

réservoirs de *M. ulcerans* et les facteurs d'exposition, non plus de manière statique (en observant uniquement les points de contact avec l'eau) mais de manière dynamique (en intégrant les chemins empruntés pour accéder à ces lieux, en particulier les traversées de zones inondées de façon saisonnière) ; (2) l'importance de relier les activités, les comportements et les pratiques aux situations géographiques à risque (permanentes ou saisonnières). Suite au retrait de nos partenaires liés à la Fondation Raoul Follereau (partenaire en microbiologie à Angers et partenaire au Bénin), nous avons reformulé un projet identique, avec les mêmes catégories de partenariat mais transposé du Bénin vers la Côte d'Ivoire (le CSRS et le NBUCP sont les nouveaux partenaires). Le contexte ouest-africain similaire et l'incidence plus élevée en Côte d'Ivoire rendent ce projet faisable et pertinent. La Côte d'Ivoire compte 27 districts sanitaires où la BU est endémique (fig. 1), mais au total, 35 districts sanitaires ont signalé des cas de BU, dont certains sont actuellement silencieux (rapport annuel 2024 de la NBUCP). Les foyers endémiques sont associés à des zones rurales dépourvues de services d'assainissement et d'eau potable, ou où ces services sont insuffisants.

Questions de recherche

TRACKS repose sur (1) une combinaison de trois éléments – les lieux géographiques fréquentés, les activités pratiquées et les caractéristiques sociales des individus (notamment l'âge et le sexe) – qui définissent des « points chauds » de contamination. L'identification précise de ces points chauds nécessite également (2) une meilleure délimitation des réservoirs de *M. ulcerans* et des facteurs d'exposition, non plus de manière statique (en observant uniquement les lieux de contact avec l'eau), mais de manière dynamique, en tenant compte des déplacements quotidiens, qu'ils soient permanents ou temporaires. La solution méthodologique finale envisagée consiste à (3) restreindre le champ d'observation, en passant du niveau local au niveau micro-local, en recoupant les lieux fréquentés par les patients avec la caractérisation de la configuration et des usages de ces lieux, ce qui nécessite l'intégration de sources de données supplémentaires.

Après présentation du projet, M. le VPRV donne la parole aux membres de la Commission Recherche.

Monsieur le VPRV soumet ensuite ces projets aux voix.

Le projet *ADDOC - Comprendre les usages des bâtiments pour concevoir des outils intelligents adaptés aux occupants et favoriser confort et sobriété* est soumis aux votes

Nbre de personnes présents ou représentés au moment du vote : 28

Nbre de voix pour : 25

Nbre de voix contre : 3

Nbre de voix abstention :

Nombre de présents n'ayant pas pris part au vote :

Le projet *FLOODWATCH-AFRICA - Coproduction de prévisions locales d'inondation pour la réponse aux catastrophes dans le western Cape en Afrique du Sud et dans le Grand Abidjan en Côte d'Ivoire* est soumis aux votes

Nbre de personnes présents ou représentés au moment du vote : 28

Nbre de voix pour : 27

Nbre de voix contre : 1

Nbre de voix abstention :

Nombre de présents n'ayant pas pris part au vote :

Le projet *AMAZAIR - Transport des aérosols des feux amazoniens et impacts sur le bilan d'ozone et la qualité de l'air au Brésil* est soumis aux votes

Nbre de personnes présents ou représentés au moment du vote : 28

Nbre de voix pour : 27

Nbre de voix contre :

Nbre de voix abstention : 1

Nombre de présents n'ayant pas pris part au vote :

Le projet *Thèse GRÉGOIRE* est soumis aux votes

Nbre de personnes présents ou représentés au moment du vote : 28

Nbre de voix pour : 21

Nbre de voix contre : 3

Nbre de voix abstention : 4

Nombre de présents n'ayant pas pris part au vote :

Le projet *TRACKS - Tracking the transmission patterns of Mycobacterium ulcerans* est soumis aux votes

Nbre de personnes présents ou représentés au moment du vote : 28

Nbre de voix pour : 18

Nbre de voix contre : 3

Nbre de voix abstention : 7

Nombre de présents n'ayant pas pris part au vote :

4- Conventions - Contrats - Accords cadre recherche

M. le VPRV présente les 7 *conventions avec incidences financières* :

- Montant au crédit de l'UR : 1 021 287,23€

- Montant au débit de l'UR : 11 810€

M. le VPRV soumet au vote les 7 conventions présentées dans le tableau.

Nbre de personnes présents ou représentés au moment du vote : 27

Nbre de voix pour : 24

Nbre de voix contre : 0

Nbre de voix abstention : 3

Nbre de présents n'ayant pas pris part au vote :

M. le VPRV présente les 9 conventions *sans incidences financières*.

M. le VPRV soumet au vote les 9 conventions présentées dans le tableau.

Nbre de personnes présents ou représentés au moment du vote : 27

Nbre de voix pour : 26

Nbre de voix contre :

Nbre de voix abstention : 1

Nombre de présents n'ayant pas pris part au vote :

5- Critères d'autorisation d'inscription à l'Habilitation à Diriger des Recherches (HDR)

Un groupe de travail a été constitué pour établir des critères d'autorisation d'inscription à l'HDR pour aider la Commission Recherche restreinte et pour avoir une homogénéité entre les domaines.

Les membres de la commission ont été destinataires du document présentant les travaux du groupe de travail.

M. Alexis PARMENTIER propose de préciser que ces critères ont vocation à constituer un cadre de référence, tout en laissant place à une appréciation qualitative des parcours, des productions scientifiques, afin que les rapporteurs ne soient pas contraints par cette grille.

Mme PENNOBER souhaiterait qu'une référence soit faite au cadrage des sections CNU : si un rapporteur utilise le cadrage d'une section, il peut aussi s'appuyer sur le cadrage CNU de la section concernée.

M. le VP RV indique qu'un paragraphe sera ajouté au document pour reprendre ces éléments ainsi que ceux mentionnés dans le compte-rendu de la Commission Recherche Plénière du 10 mars 2026.

M. le VPRV soumet ce point aux votes :

Nbre de personnes présents ou représentés au moment du vote : 27

Nbre de voix pour : 25

Nbre de voix contre :

Nbre de voix abstention : 2

Nombre de présents n'ayant pas pris part au vote :

6- Demandes des écoles doctorales

6.1 Demande de délocalisation pour la soutenance de Mme Thi Xuan Mai LAM (PVBMT) :

M. Philippe LAURET présente la demande de Mme LAM

M. le VPRV soumet ce point aux votes :

Nbre de personnes présents ou représentés au moment du vote : 25

Nbre de voix pour : 19

Nbre de voix contre : 1

Nbre de voix abstention : 5

Nombre de présents n'ayant pas pris part au vote :

6.2 Validation de la composition du jury (3 rapporteurs au lieu de 2) et de l'aptitude des rapporteurs de Mme LAM :

M. Philippe LAURET rappelle que les textes législatifs imposent "au moins deux rapporteurs". Il peut donc y avoir 3 rapporteurs.

Concernant l'aptitude des rapporteurs : il est précisé, dans les statuts, que les rapporteurs doivent avoir une HDR. Ce qui n'est pas le cas pour ce jury.

M. LAURET souligne également que 50% du jury doit être professeur ou assimilé. Ce qui n'est pas le cas actuellement puisque les membres du jury sont "professeurs associés".

Cependant, après analyse de leurs parcours, M. LAURET estime qu'ils sont aptes à évaluer les travaux de thèse de cette doctorante.

M. PARMENTIER souligne que l'un des rapporteurs est de la même université que la doctorante : l'Université Can Tho. M. LAURET confirme que le rapporteur doit être extérieur à l'université.

M. le VP RV demande à M. LAURET de solliciter les directeurs de thèse sur ce point avant que la Commission Recherche ne se prononce.

Mme FOCK-BASTIDE souligne que la doctorante a publié plus de trois articles dans des revues internationales à comité de lecture, ce qui atteste de la qualité de ses travaux. La thèse est ainsi considérée comme scientifiquement soutenable.

Par ailleurs, elle précise qu'à la suite d'échanges avec M. LEFEUVRE, co-encadrant de la thèse, la composition du jury est fixée par les autorités vietnamiennes et validée par le ministre compétent. Cette composition étant réglementairement arrêtée, aucune modification ne peut être envisagée.

M. le VPRV soumet ce point aux votes :

Nbre de personnes présents ou représentés au moment du vote : 25

Nbre de voix pour : 11

Nbre de voix contre : 7

Nbre de voix abstention : 7

Nombre de présents n'ayant pas pris part au vote :

7- Présentation du projet de la grille tarifaire concernant le Prêt Entre Bibliothèques (PEB)

Mme KRATZ souligne les difficultés financières du SCD.

Le SCD a été sollicité pour développer une grille tarifaire pour rendre ce service de PEB viable.

Mme KRATZ présente le projet de grille tarifaire concernant le PEB qui va être présenté au prochain Conseil d'Administration.

Mme PENNOBER estime qu'une grille tarifaire ne correspond pas au cadrage dont l'Université a besoin.

8- Questions diverses

Point soumis pour information :

L'ANR lance l'appel à candidatures « Tremplin Outre-mer » pour « attirer des jeunes chercheurs et chercheuses internationaux vers les laboratoires des territoires d'Outre-mer afin d'y conduire des projets de recherche d'excellence ». La DRIVE a reçu 3 projets.

M. le VP RV rappelle que pour cet appel à projets, l'établissement ne s'engagera pas à pérenniser un poste. Mme PENNOBER propose qu'un processus de vote de cadrage soit mis en place sur ces chaires.

- Quels sont les motifs de rejet des projets non retenus dans le cadre de l'appel à projet LHORIZON du CNRS ?

M. le VPRV indique que les laboratoires qui n'ont pas été retenus ont reçu un retour de la part du CNRS. Ils ont reçu les rapports des comités qui ont évalué les dossiers.

M. OSMAN indique que la prochaine Commission Recherche aura lieu en juin 2026.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 12H40.

La secrétaire de séance



Elsa MANDELBAUM

Le Vice-Président du Conseil d'administration en charge de la Recherche et de la Valorisation

